

Les consécration de Margaret Thatcher ont pris – depuis, et à distance de son passage au pouvoir – des formes à la fois spectaculaires et familières : M. Thatcher a eu droit à des funérailles *presque* d'État, et son aura persiste dans un -isme couramment associé aux caractérisations ordinaires des trois dernières décennies (« mondialisation néolibérale », « néolibéralisme », « financiarisation », « privatisation »). Ces deux cristallisations idéologiques distinctes (l'une du côté du faste cérémoniel étatique, l'autre du côté de l'abstraction doctrinale) sont successivement abordées ici en tant qu'elles posent déjà les termes de l'analyse et de l'appréciation de la signification historique de cette figure politique, ou si l'on préfère, en forment les représentations et les présupposés plutôt dominants. A chacun de ses deux aspects, la présente contribution veut annexer une part moins visible, parasitaire ou plus sombre ; harmonie des obsèques et bruits des excuses officielles, d'une part ; économisme présumé de la doctrine et œuvre politique stratégique d'occultation d'une certaine idée historique du travail (au-delà de la 'simple' désindustrialisation de l'économie britannique), d'autre part. On proposera alors ici que la signification de l'héritage de M. Thatcher soit cherchée de ce côté 'annexe' où dominant les divers registres de l'affrontement de classe et le tournant coercitif inaugural de la période contemporaine[1].

La discussion de ce qui persiste de l'expérience du long passage de Margaret Thatcher au pouvoir se pose à travers plusieurs filtres que nous ne sommes pas tout à fait libres de choisir ou d'ignorer. Le premier est celui que représentent ses obsèques en 2013. Par leur ampleur et leur caractère somptuaire, par les débats qu'a occasionnés le choix du genre protocolaire approprié (« funérailles d'État » ? ou « funérailles cérémonielles » ?) avant et après sa mise en œuvre, cet ultime épisode médiatique et politique de la trajectoire de M. Thatcher constitue en tant que tel un puissant commentaire en acte et un point d'orgue monumental à ce que « Margaret Thatcher » aurait vocation à signifier pour la nation britannique. Si l'on veut bien retenir cette métaphore du point d'orgue, la question devient alors de savoir quel genre d'accord national, ou d'harmonie, tente de se diffuser et de perdurer avec –et au-delà– du grand rituel. Une première série d'observations portera donc sur ce rituel et l'idée d'héritage et de transmission qu'il met déjà et inévitablement en scène, et donc sur le genre d'accord qu'il donne à entendre. Le second filtre n'a rien de ponctuel ni d'exceptionnel, et tient plutôt à une sorte d'air du temps : « Thatcher » est devenu le support d'un des -ismes familiers d'une période contemporaine que l'on a les plus grandes difficultés à nommer. Il suffit de penser à la prolifération des « néo- » et des « post- » produits par les sciences sociales depuis plus de trente ans pour s'en convaincre. Le « thatchérisme » en tant que label ou étiquette a connu, de ce point de vue, un succès indéniable en apparaissant souvent comme inséparable d'un néolibéralisme présumé constituer une norme idéologique (voire, anthropologique) dotée d'une puissance d'enserrement sans équivalent dans l'histoire ; si l'on parle couramment de « mondialisation néolibérale » depuis plus de deux décennies, il semble le plus souvent entendu que le « thatchérisme » est lui-même constitutif de ce processus, quand il n'est pas supposé en être l'origine même. Sous ces deux volets, « M. Thatcher » prend d'emblée, avant même que nous ne commençons à y réfléchir, la figure d'un héritage dont la transmission a déjà eu lieu, au point de définir une période dans laquelle nous habiterions encore. Reste donc, dans ce second cas (celui du -Thatcher-isme) à revenir sur la place que peuvent occuper Thatcher et le Thatchérisme dans la référence générique et maintenant spontanée au « néolibéralisme ». On verra qu'en l'occurrence le sujet n'est peut-être pas aussi vaste qu'il n'y paraît au premier abord.

Au-delà du manifeste (le spectaculaire des funérailles) et du familier (la référence au « thatchérisme »), il y a le reste, plongé dans l'ombre portée de la grande figure politique monumentalisée. On se tournera vers l'occulté et le disparu qui, cependant, font encore remuer la nuit sociale et politique britannique ; l'héritage obscur et embarrassant, parce que *presque* reconnu, d'une violence d'État inédite dans le cadre métropolitain, et d'autre part, la hantise qui monte de la question ouvrière, socialement, politiquement et culturellement structurante pour la nation britannique moderne toute entière jusqu'aux années 1980.

Malaise dans la cérémonialisation

Les derniers jours, puis le décès de Margaret Thatcher en avril 2013, furent l'occasion d'une ultime polémique où l'on retrouve des motifs au cœur des débats et interprétations de ses trois mandats de Premier Ministre. Margaret Thatcher eut droit à des funérailles « cérémonielles » [*ceremonial funeral*] avec transport du cercueil sur un affut de canon hippomobile, procession militaire, tire de salves depuis la tour de Londres et service à la cathédrale St Paul « dans le style des funérailles de Diana, Princesse de Galles, et de la reine mère », rappelait le quotidien *The Guardian*.^[2] On rappela souvent qu'un tel protocole n'avait pas été mis en œuvre depuis l'enterrement de Winston Churchill, à cette différence près que M. Thatcher ne fut pas exposée en chapelle ardente. Churchill avait eu droit à des funérailles d'État, traditionnellement réservées aux souverains. Comme les funérailles d'État, cependant, les funérailles cérémonielles, pour avoir lieu, doivent obtenir l'assentiment préalable du monarque. Aussi, bien que formellement situé un échelon en-dessous des funérailles d'État, le protocole prévu pour M. Thatcher y ressemblait à s'y méprendre, comme le nota non sans impatience Peter Osborne dans le *Telegraph* (le journaliste y voyant l'expression d'un manque d'impartialité de la part de la couronne).^[3]

Ce moment de magnificence cérémonielle, apparemment dans le digne héritage de cette « splendeur de la sainteté » [« beauty of holiness »] pour laquelle un archevêque de Canterbury monta sur l'échafaud en 1645, est bien entendu à compter parmi les grands moments de mises en scène étatiques de l'État lui-même, et de ces choses, les États modernes en général n'ont jamais été avarés. En l'occurrence, cependant, le splendide hommage à la première femme Premier Ministre de la Grande-Bretagne, et du même coup, au Premier Ministre le plus longtemps en poste^[4] que connut la Grande-Bretagne, actrice majeure, en outre, de la fin de la guerre froide, opéra, au mieux, comme fabrication de consensus aussi fragile que temporaire, au pire comme renversement et travestissement de ce que fut la grande figure politique nationale.

Il y a plusieurs aspects assez immédiats de cette ironie historique liée à M. Thatcher, que l'on regarde du côté des questions de l'appartenance sociale, du rôle de l'État, du rapport à la nation, et des liens anciens entre tradition conservatrice britannique et Église. Observons-les brièvement dans cet ordre. Tout d'abord, celle qui était devenue la Baronne de Kesteven (en 1992) et membre de l'Ordre de la jarretière (en 1995), passa les dernières semaines de sa vie gracieusement hébergée à l'hôtel Ritz, propriété des frères Barclay, banquiers, et accessoirement, seigneurs et châtelains de la petite île anglo-normande de Brecqhou. La fin de trajectoire paraît donc très peu conforme à l'image, elle, bien connue - parce que largement promue - de la simple fille d'épicier de culture méthodiste, condamnée à construire sa carrière politique contre un *establishment* Tory dans lequel régnait encore sans partage une norme masculine et aristocratique. Ensuite, il y a le coût de l'ultime chorégraphie d'État ; en pleine période d'austérité budgétaire, les contribuables britanniques ont réglé la majeure partie des 3,6 millions de livres sterling nécessaires à l'organisation des obsèques princières d'une grande restauratrice de l'idéologie épicière de l'économie prudente, de la saine épargne et du gain âprement mérité. Mais ces grandes pompes étaient aussi celles d'un État dont M. Thatcher fut pourtant une critique particulièrement acerbe pour ces interventions et dépenses inconsidérées et irrationnelles. Quant à l'inévitable symbolique nationaliste du rituel, celle-ci s'accorde mal avec une mondialisation financière dont M. Thatcher fut une des actrices politiques et étatiques importantes, en particulier avec le « Big Bang » d'octobre 1986^[5] et qui, conjugué aux grandes privatisations des années 1980, signifie qu'aujourd'hui par exemple, les institutions et intérêts financiers liés à la distribution d'une ressource aussi cruciale et élémentaire que l'eau, forment un obscur labyrinthe mondial d'institutions les plus diverses et les moins maitrisables.^[6] On pense encore au fait que le charbon, encore utilisé en grandes quantités dans les centrales

**Orgreave, Hillsborough, Belfast. Margaret Thatcher, ou
l'embarras posthume**

<https://www.contretemps.eu> redaction
électriques britanniques, est depuis des années principalement importé de Russie, alors qu'il était ce cœur noir de l'histoire industrielle nationale d'antan[7] ; ou au fait que le nucléaire britannique est aux mains d'une grande entreprise d'État étrangère, à savoir, EDF.[8] La grande figure nationale n'aura donc pas exactement œuvré pour une question aussi décisive que la souveraineté du pays en matière d'infrastructures stratégiques nationales, pour ne prendre que ces exemples.

Reste l'Église. Ces obsèques furent aussi l'occasion de cérémonies religieuses en la cathédrale Saint Paul. Le Premier Ministre conservateur David Cameron y fit la seconde lecture d'un passage de la Sainte Bible (Jean 14 : 1-6). Puis vint l'allocution de l'évêque de Londres, Richard Chartres, qui prononça la suspension au moins provisoire des querelles politiques pour souligner la foi, la proximité et la simplicité de l'ex-Premier Ministre. Le discours de R. Chartres fut très bien accueilli par les Conservateurs. On peut comprendre pourquoi : l'Église anglicane est depuis longtemps proverbiallement décrite comme le « parti conservateur à la prière ». Ce lien historique et profond s'est grandement fragilisé il y a trente ans lorsque sous l'autorité de son principal représentant d'alors, l'archevêque de Canterbury, Robert Runcie, l'Église d'Angleterre publia un rapport de 440 pages particulièrement critique vis-à-vis des politiques sociales et économiques de M. Thatcher et des conservateurs au pouvoir. D'emblée, *Faith in the City. A Call for Action by Church and Nation* (1985) faisait le constat alarmé des conséquences de la désindustrialisation rapide et massive, et de la polarisation des revenus. R. Runcie en revenait même, et explicitement[9], à la thématique classique des « deux nations » à partir de laquelle Benjamin Disraeli avait formulé le projet d'un conservatisme social et unificateur au 19^e siècle. En cela, l'Église d'Angleterre aurait pu simplement apparaître comme jouant une branche de la tradition conservatrice britannique - de type paternaliste sociale - contre une autre, de l'atomisme des mérites individuels et de la libre entreprise. Les conservateurs ne virent toutefois pas les choses ainsi ; *Faith in the City* fut accusé de relever d'une « pure théologie marxiste », selon un haut membre du gouvernement par ailleurs jamais identifié. Peut-être était-il inapproprié de rappeler ce mauvais souvenir (pour les conservateurs) dans le contexte des obsèques en 2013. Une fois ce moment des funérailles passé, cependant, l'Église d'Angleterre réaffirma sa position critique à l'égard des conservateurs au pouvoir. On pense en particulier à l'intervention directe dans la campagne électorale que proposa la lettre pastorale émanant de la Chambre des Evêques parue à la mi-février 2015: *Who Is My Neighbour ? A Letter From the House of Bishops to the People and Parishes of the Church of England for the General Election 2015*. [10] On pense aussi au recueil *On Rock or Sand?* sous la direction de John Sentamu, Archevêque de Canterbury, [11] paru à la veille du scrutin législatif de mai 2015. Ces deux documents prolongent (explicitement dans le cas du second) l'esprit de *Faith in the City*, et proposent leur bilan de l'expérience thatchérienne dont les termes sont jugés aussi dépassés que ne l'est le cadre étatiste issu de l'après-guerre. Mais bien que soucieux de ne pas paraître partisan, *Who Is My Neighbour ?* réserve son regard le plus critique à la direction prise par les politiques des années 1980 :

« La révolution pro-marché de Thatcher privilégia l'individualisme, le consumérisme et la prépondérance du secteur des entreprises au point que, au lieu d'en revenir aux notions victoriennes de responsabilité sociale, c'est l'individualisme concurrentiel, la consommation et le contrat commercial qui devinrent le paradigme de l'ensemble des relations, fragmentant la solidarité sociale à bien des niveaux » [12]

Et l'on notera, au passage, la remise en cause abrupte de l'idée pourtant largement reçue selon laquelle M. Thatcher aurait représenté un « retour » de solides valeurs sociales victoriennes.

Pour résumer ces premières remarques : avec ces funérailles cérémonielles, M. Thatcher partit dans la tombe amplement drapée d'un symbolisme, de ces connotations et 'valeurs' nationales, étatiques,

sociales et religieuses que sa carrière politique durant, elle malmena avec un volontarisme qui lui valut à la fois tant d'admiration et d'inimitié. Il faut donc en conclure, au moins dans un premier temps, que cet épisode, de manière prévisible, a servi avant tout comme célébration de la nation britannique elle-même à travers l'une de ses grandes figures étatiques récentes. Mais à divers titres, cette célébration fut plus encore une forme, certes particulière, de cérémonie d'inversion. En cela, la dimension de monumentalisation liée à ces obsèques fut typiquement et avant tout un moment d'idéologie nationale en période de polarisation accélérée des inégalités et de menace de sécession écossaise, ou autrement dit, un moment de réuniversalisation étatique au-delà de- et par l'inversion des contradictions sociales et politiques réelles. Tout ceci suggère que ces funérailles proposent déjà un bilan en creux de l'expérience de M. Thatcher au pouvoir : de tout ce qu'elle a représenté et défendu, il ne reste au mieux pas grand-chose, au pire, mieux vaut simplement l'occulter sous un surcroît de magnificence anglo-catholique. M. Thatcher est une grande figure et un grand embarras national. C'est du moins ce que la suite de ce texte voudrait proposer.

En contrepoint des ironies et contradictions internes à cette ingénierie cérémonielle, il y eut les contradictions avérées, actives et conscientes, railleuses et subversives ; à l'annonce du décès de M. Thatcher, on assista, de Brixton à Belfast en passant par Goldthorpe et Glasgow, à nombre de contre-cérémonies festives, d'actes d'irrévérences populaires, et à toutes les expressions du dissensus politique et social, lui-même assumé en son temps sans fard par M. Thatcher elle-même. De son côté, la romancière Hilary Mantel, deux fois lauréate du Booker Prize (entre autres prix littéraires qu'elle a reçus en nombre), a imaginé un « assassinat de Margaret Thatcher » dans une nouvelle[13] qui, bien entendu, n'alla pas sans quelques polémiques, notamment suite à sa programmation par BBC Radio 4 dans le cadre de sa série « Book at Bedtime » en décembre 2014. Frankie Boyle, humoriste écossais très populaire, a quant à lui proposé une version utilement ramassée d'un certain état d'esprit dans une série de réparties qu'il fit en guise de commentaire sur le projet de funérailles d'État et leur coût :

« Accordez-lui des funérailles d'État parce que beaucoup de gens voudront lui rendre un dernier hommage, et parce que beaucoup plus de gens encore voudront avoir la preuve qu'elle est vraiment morte. Ce sera la première fois que les vingt et un canons tireront leur salve sur le cercueil. [...] Pour trois millions [de livres sterling], ils pourraient donner une pelle à tout le monde en Ecosse et on creuserait un trou suffisamment profond pour la remettre directement dans les mains de Satan en personne! ». [14]

Si certains ont cru possible de traiter de telles manifestations comme autant de comportements marginaux, déviants, voire, pathologiques[15], il paraît plus crédible d'y reconnaître les expressions manifestes et pleinement assumées de tensions et de contradictions que d'emblée, le grand cérémonial (anglo-catholique, nationalisant, étatisant) tente de suspendre. Pour bien le comprendre, on peut toujours rappeler l'ampleur et la virulence des antagonismes passés entre M. Thatcher et une très grande partie du monde ouvrier industriel ; l'hostilité suscitée chez les homosexuels suite à l'adoption de la section 28 du Local Government Act de 1988, première loi ouvertement homophobe depuis plusieurs générations et adoptée en plein contexte de panique anti-gay face à la progression du sida[16]; l'intensité de la colère sociale en Ecosse puis en Angleterre suite à l'adoption de la Poll Tax (impôt par tête, identique pour tous), pour ne prendre que quelques exemples. On en viendrait vite, cependant, à un catalogue – certes, toujours à connaître – des « batailles » qui ont marqué les années de M Thatcher au pouvoir[17] et les involutions policières qui caractérisent cette expérience.[18]

Héritage d'excuses officielles

Il paraît à la fois plus intéressant et plus urgent cependant, à ce stade, de rappeler qu'outre les fortes tensions apparues entre les Tories et l'Église d'Angleterre, il y a le simple fait que M. Thatcher, après trois « succès » électoraux[19] et onze années de pouvoir, fut purement et simplement chassée du pouvoir par son propre parti. Deux ans plus tard, en 1992, l'ex-Premier Ministre en était réduite à des accents proches de la supplication dans un article pour le magazine *Newsweek* intitulé: « Ne défaites pas mon travail ».[20] L'ampleur du drapé obséquieux plus de vingt ans après est à la mesure du non-dit quant à cette rupture au sommet du pouvoir, et dans son hommage parlementaire, son successeur conservateur au poste de Premier Ministre, David Cameron, n'a manifestement pas jugé opportun d'évoquer cet épisode pourtant important dans l'histoire politique récente au Royaume-Uni, et pour le moins décisif pour M. Thatcher elle-même. Plus généralement, l'éviction de Thatcher par ses propres collègues de sa propre famille politique inaugure indirectement une histoire d'excuses officielles et d'actes de contrition publiques notoires. On en évoquera rapidement trois et un quatrième peut-être à venir. Pour commencer, en 2009, le même David Cameron formula des excuses publiques au nom du parti conservateur pour la section 28 homophobe. Moins d'un an avant les élections législatives, et après avoir lui-même très activement défendu le maintien de cette même section 28 jusqu'en 2003 (année de son abrogation par les travaillistes), l'initiative de D. Cameron n'était sans doute pas exempte de considérations tactiques bien comprises, ce, à un moment où l'évolution des mentalités sur le sujet était relativement évidente.

Le deuxième épisode intervint en 2012, lorsque David Cameron prononça des excuses officielles sans réserve pour « les degrés choquants de collusion d'État »[21] ayant conduit au meurtre de l'avocat nord-irlandais, Pat Finucane, par les paramilitaires de l'Ulster Defense Association (UDA) en février 1989. Si l'on tient compte de l'importance de la question nord-irlandaise dans la réputation d'inflexibilité de M. Thatcher, le meurtre de P. Finucane est difficilement dissociable du cadre politique marqué, en 1981, par la mort de dix détenus républicains grévistes de la faim. En outre, et en dépit des excuses officielles, l'absence d'enquête *publique* et indépendante sur l'affaire Finucane nourrit les pires soupçons quant au niveau de responsabilité ultime dans ce meurtre. Pour Amnesty International, la famille de Finucane ne peut se satisfaire de l'enquête en rien conforme aux obligations de la Grande-Bretagne au regard du droit international, tandis que le porte-parole de l'opposition travailliste alors en poste, Ed Miliband, continuait d'estimer qu'une autre enquête restait indispensable. Il n'est donc pas surprenant que pour la veuve de P. Finucane, le rapport Da Silva était une entreprise de dissimulation et une imposture manifeste[22], et qu'au bout du compte, certains en viennent à la conclusion que le Premier Ministre de l'époque a très vraisemblablement elle-même commandité cette exécution.[23]

Enfin, en septembre 2012, David Cameron a présenté des excuses officielles pour la dissimulation des causes réelles du désastre du stade de Hillsborough (Sheffield) au cours duquel, le 15 avril 1989, lors d'une rencontre de football, suite à un mouvement de foule, 96 personnes avaient trouvé la mort et 766 autres avaient été blessées. L'histoire est maintenant bien connue : le sommet de la hiérarchie de la police du Yorkshire du Sud, un parlementaire conservateur local, et certains journaux s'employèrent immédiatement à faire porter la responsabilité de la catastrophe sur les supporters qui firent l'objet d'une campagne de diffamation d'une exubérance peu commune.[24] Le rapport Taylor paru en 1990 dans sa version finale faisait apparaître des responsabilités policières écrasantes et des pratiques de manipulation à vaste échelle (avec fabrication de multiples faux témoignages) tout en lavant les supporters des terribles accusations répandues contre eux.[25] M. Thatcher se soucia cependant de ne pas apporter sa propre caution aux « critiques accablantes contre la police » que comportait le rapport Taylor.[26] En tant qu'ancien ministre de l'intérieur (puis des affaires étrangères) des gouvernements Blair entre 1997 et 2010, Jack Straw eut sans

doute beau jeu de dire que Thatcher avait encouragé une « culture de l'impunité » au sein des forces de police. Les liens n'en demeurent pas moins forts entre l'indulgence montrée envers les forces de police du Yorkshire du Sud au moment de la catastrophe du stade de Hillsborough et les événements de Orgreave, en juin 1984, pendant la grande grève des mineurs. Lors des affrontements d'ampleur qui eurent lieu sur le site de dépôt de coke de Orgreave entre les forces de police et le piquet de grève, les mêmes forces de police du Yorkshire du Sud étaient aux commandes et se rendirent notoirement coupables des mêmes fabrications de fausses dépositions,[27] et la même inversion des responsabilités fut mise en scène dans les médias. Ajoutons aussi, et surtout, que les événements d'Orgreave, comme la catastrophe du stade de Hillsborough cinq ans plus tard, furent mis au service de la construction d'une même panique morale anti-ouvrière et par là même, d'une même entreprise de disqualification symbolique des milieux populaires et ouvriers du nord de l'Angleterre ; dans leurs pratiques revendicatives socio-économiques classiques à Orgreave, et dans le cadre de leurs loisirs de masse à Hillsborough.

L'épisode d'Orgreave se déroula dans un contexte général de polarisation des relations sociales [*industrial relations*] britanniques entre forces de police et « ennemi de l'intérieur » (pour reprendre une formule célèbre du Premier Ministre à propos des mineurs en grève[28]), ou, comme on peut le lire dans le journal de Tony Benn consacré aux années 1980 : « C'est maintenant la police qui gère les relations du travail »[29]. Il paraît valoir la peine, encore une fois, de relire ces épisodes comme mise en œuvre d'une corrosion stratégique de l'idée même de *classe* ouvrière, à travers les institutions et pratiques collectives qui l'ont constituée, lui ont donné consistance et force culturelle et politique, et l'ont reproduite. L'idée de M. Thatcher selon laquelle « *class is a communist concept* » reste dans tous les cas une invitation à interpréter la séquence Orgreave-Hillsborough dans ce sens : séquence-modèle imposant le cadre de compréhension ordinaire de ses propres déclinaisons à travers un ensemble de faits divers comme autant de ruissellements alimentant le grand fleuve pollué des paniques morales anti-ouvrières et au-delà, de la haine normale et nécessaire des pauvres .

Une telle convergence d'éléments rendait prévisible l'exigence, là encore, d'une enquête publique et à terme, d'excuses officielles comparables à celles formulées en référence au macabre épisode du stade d'Hillsborough. Une campagne dans ce sens est portée depuis 2012 par l'Orgreave Truth and Justice Campaign (OTJC), organisatrice d'événements culturels et politiques liés à la grève et interlocutrice de l'Independent Police Complaints Commission (IPCC) qui doit déterminer si une enquête publique doit avoir lieu ou non.[30] Depuis janvier 2014, est en outre venu s'ajouter à un dossier déjà lourd quant à la gestion policière et médiatique[31] de ce conflit social aux proportions exceptionnelles, la déclassification des documents du cabinet du Premier Ministre pour l'année 1984, le délai de trente ans ayant expiré à cette date. Celles et ceux qui s'intéressent depuis longtemps à ce conflit ont vite retrouvé dans cette archive importante la preuve formelle du mensonge d'État sur le nombre des fermetures de puits de mines et des pertes d'emplois annoncées à l'époque ; chacun peut maintenant lire les notes censées être ni reproduites, ni transmises, d'une rencontre « secrète » (comme l'indique l'entête du document) du 15 septembre 1983 entre le Premier Ministre, son ministre du budget, son ministre de l'énergie, et son ministre de l'emploi, entre autres, rencontre au cours de laquelle était acquis le projet de fermeture de 75 mines, la perte de 64 000 emplois induisant la réduction par deux de l'emploi minier, ou des deux tiers dans certaines régions (comme le Pays de Galles ou le Yorkshire du Sud, par exemple), voire, la disparition complète de certains bassins houillers comme celui du Kent, qui ne comptait que trois sites, il est vrai. Le plan prévoyait aussi d'importants dégâts pour tout le secteur de l'équipement lié à l'activité charbonnière.[32]

Au regard des éléments qui se sont faits jour autour des affrontements d'Orgreave (et sans parler de l'invention de l'argent libyen du NUM[33]) depuis plusieurs années, des similitudes et continuités existant entre cet épisode et la catastrophe de Hillsborough, et maintenant, des archives

nouvellement disponibles, un exercice supplémentaire d'excuses publiques semble imaginable.

Quand bien même un tel exercice n'aurait pas lieu, cependant, l'embarras reste entier et dans le cas présent, à caractère terminal, ce, pour la simple raison suivante : la confrontation avec les mineurs pendant la longue grève de mars 1984-mars 1985 est un épisode d'une importance décisive dans la construction de l'image du Premier Ministre. Son volontarisme, son intransigeance, son rejet viscéral de la culture communautaire syndicale et politique du monde ouvrier industriel, sont aujourd'hui pris en ciseaux entre révélations de mensonges d'État sur un enjeu national stratégique lourd (la question énergétique) et ses conséquences de moyen terme : d'une part, l'abandon de la souveraineté énergétique britannique aux oligarques russes propriétaires de mines de charbon (principaux exportateurs de charbon vers la Grande-Bretagne) et accessoirement, à une grande entreprise d'État française (EDF), et d'autre part, le délabrement dans lequel sont restées nombres de villes et territoires liés à la mine, depuis trente ans.[34]

Au prisme du -isme

Il va falloir revenir sur ces exercices d'excuses officielles récents et encore à venir, mais pas avant une prise en compte de la question du -isme, nécessaire à ce stade. Il faut s'arrêter ici un instant sur le terme lui-même de « thatchérisme » parce que les questions de bilan ou d'héritage de M. Thatcher aujourd'hui, encore une fois, se formulent aussi à travers ce prisme. Le « thatchérisme » tire couramment de M. Thatcher une coloration politique et idéologique dominante de la période à l'échelle globale, et ainsi, tend à faire du nom de l'ancienne Premier ministre une des métonymies possibles de ce que l'on appelle couramment « la mondialisation néolibérale ». Autrement dit, ce -isme nous fait passer des oscillations fébriles et confuses de l'activité gouvernementale et de son temps court à l'ordre historique général d'une période et de ses tendances de moyen terme, parmi lesquelles, la dérèglementation financière, les politiques de privatisation et les célébrations de l'initiative entrepreneuriale, par exemple, occupent une place importante.[35] L'ampleur de l'ombre portée de M. Thatcher sur l'histoire globale récente a toutefois quelque raison d'étonner. Contrairement à bien d'autres figures historiques constituées en -ismes, M. Thatcher n'a laissé aucun héritage théorique ou doctrinal, aucune pensée politique ou économique significative. Le « thatchérisme » vaut, de ce point de vue, avant tout comme un anti-intellectualisme assumé laissant derrière lui un répertoire de formules associées à autant de coups de menton volontaristes et identifiés à la nouvelle droite de l'époque. Mais c'est précisément en tant que ces formules sont dépourvues de la moindre valeur intellectuelle qu'elles sont intéressantes, et ce, pour deux raisons principales : leur caractère souvent abrupt, voire, rustique, a pu représenter un forme de rupture rhétorique avec la tradition patricienne Tory. En cela, la posture thatchérienne était aussi manifestation d'une rupture vis-à-vis d'un modèle élitaire lié à l'empire classique comme lieu d'hébergement de l'idée aristocratique et de son personnel politique et administratif. Deuxièmement, les formules thatchériennes résonnent aussi au sein d'un imaginaire national britannique historique construit, depuis le milieu du 16^e siècle, autour du refus cranmérien[36] de toute forme de sophistication intellectuelle (associée à l'imposture catholique romaine à laquelle est opposé un idéal primitiviste d'âpreté patristique). En cela, le ton thatchérien, comme ton de la réforme radicale contre un État jugé envahissant et dé-moralisant, résonne à l'unisson du roman national et de son primitivisme religieux fondateur.

Si le thatchérisme ne correspond en rien à un quelconque héritage intellectuel, doctrinal[37] ou même organisationnel, il ne s'incarne pas plus dans des réalisations économiques et sociales de moyen ou long terme. Quel est l'héritage des slogans et priorités emblématiques du pouvoir dans les années 1980 en matière de contraction nécessaire de l'État, de capitalisme populaire actionnarial et entrepreneurial, de redistribution (« trickle down »), et de dérèglementation financière. Pour ne

prendre que ces quelques exemples significatifs, les projets de capitalisme actionnarial populaire se sont mués en grammaire de la captation massive et de la prise de contrôle des grands secteurs privatisés[38]; l'anti-étatisme proclamé a donné lieu à un centralisme étatique sans précédent dans l'histoire de la Grande-Bretagne, au détriment des assemblées régionales et locales[39]; l'idéal de créativité entrepreneuriale privée s'est aujourd'hui transformé en une épidémie de faux auto-emploi, de sous-emploi et de contrats zéro-heure[40]; la déréglementation du marché de l'emploi, en guise de nouvelles mobilités salariales et professionnelles s'est traduite par un basculement de larges segments de la population active dans un cycle de très bas salaires et de chômage (« bas salaires - pas de salaire » / « *low pay - no pay* »)[41], tandis que l'accroissement annoncé de la richesse (une fois l'économie libérée des freins étatiques) a vu l'explosion des inégalités et un redéveloppement notoire de la pauvreté en l'absence des « ruissellements » redistributifs escomptés; en 1995-1996, un britannique sur cinq vivait dans la pauvreté - il y en avait moins d'un sur dix en 1979; en 1979, 16 % des adultes vivant seuls avec enfants étaient pauvres; ce chiffre passe à 43 % en 1992-1993.[42] Pour ce qui est de la pauvreté infantile, un enfant sur douze vivait dans une famille pauvre en 1979; en 1995-1996, la proportion était passée à un sur trois. A l'heure actuelle, selon le *Child Poverty Action Group*, ce sont 27 % des enfants qui sont en situation de pauvreté, soit 3,5 millions d'entre eux et est prévue une progression à 4,7 millions pour 2020.[43] Pas de redistribution « naturelle », donc, des hauts revenus vers les revenus inférieurs, mais en outre, ce que l'on observe depuis trente ans, et plus encore depuis le début de la crise en 2008, c'est un décrochage du haut de la pyramide des revenus et une captation de richesse sans précédent dans l'histoire,[44] approfondissant ainsi une dynamique engagée dans les années 1980.

A une échelle plus globale, la déréglementation du crédit et le tournant vers la dominante financière au cours de cette même décennie ouvrent la trajectoire qui a conduit à la polarisation exceptionnelle des richesses qui prévaut à l'heure actuelle, et à la crise des subprimes survenue en 2006 qui s'est propagée depuis à une grande partie de l'économie mondiale. La « libération » des mécanismes du crédit et des possibilités d'endettement des particuliers ont fait office de compensation de la stagnation ou du recul des salaires et donc de palliatif contre les dangers d'effondrement de la demande. Ce « fix » financier dont le caractère contradictoire et éphémère est apparu au grand jour à partir de 2006, paraît donc bien avoir un de ses moments fondateurs dans les années 1980 en Grande-Bretagne.[45] Trente ans plus tard, cependant, la nécessité de chercher des solutions (même transitoires) aux déséquilibres et contradictions engendrés par cette combinaison initiale se traduit maintenant par le retour proclamé de l'interventionnisme d'État d'un nouveau genre, loin du « rolling back » anti-étatique si emblématique de la période Thatcher-Reagan. D'une manière générale, on vient d'assister à six années d'intervention étatique de très grande envergure en soutien à des institutions financières, renflouées et parfois même renationalisées. De ce point de vue, les premiers temps héroïques du tournant néolibéral marqués de relents libertariens ont fini par faire place à un nouvel étatisme néolibéral économique et social de grande envergure et incomparablement mieux assumé. Pour la sociologue et éditrice en chef de la *New Left Review*, Susan Watkins, par exemple, il est maintenant possible de parler d'un « néolibéralisme régulé » ou d'un « libéralisme régulateur ».[46] De leur côté, les chercheurs en géographie urbaine Jamie Peck et Adam Tickell ont, dès 2002, eu recours au concept de « roll-out neoliberalism » en référence à ce qu'ils considèrent être une nouvelle phase de déploiement de programmes et d'institutions relevant d'un néolibéralisme étatiste et interventionniste, dans une inversion nette des projets antérieurs de « rolling back » de l'État.[47] Il serait bien sûr nécessaire de préciser certains éléments de nouveauté importants, en particulier concernant les mises en œuvre de nouveaux régimes de citoyenneté et de souveraineté dans des territoires qui ne sont eux-mêmes plus coextensifs à ceux des territoires nationaux historiques.[48] Dans tous les cas, cependant, ce néolibéralisme est à plusieurs séquences de distance de celui du « roll-back » souvent associé à M. Thatcher (et Reagan). La chute du mur de Berlin, l'entrée de la Chine dans l'OMC, les guerres d'Irak et d'Afghanistan, les grands effondrements économiques nationaux et régionaux dans le Sud global (Argentine, Asie du

Sud-est et Japon), puis la récente et gigantesque crise du crédit, et l'omniprésence inédite des enjeux environnementaux, sont autant de grandes scissions à travers lesquelles, le paysage inaugural des années 1980, pourtant encore si proche, paraît étrangement méconnaissable. La relativement faible représentation de dirigeants politiques alors en fonction lors des obsèques de M. Thatcher[49] était d'ailleurs sans doute elle-même symptomatique de cette distance et prise de distance.

Spectres du travail : l'héritage occulte

Cette discussion est partie du présupposé selon lequel, ce qu'il reste de l'expérience de M. Thatcher au pouvoir dans les années 1980, nous arrive à travers ces deux filtres que sont d'une part, le point d'orgue de ses obsèques en avril 2013 et donc ce qui a été en quelque sorte symboliquement consolidé par cet événement, et d'autre part, le rayonnement et l'acceptation intuitive du rôle de M. Thatcher à l'échelle globale une fois supplémentée du -isme, et ce, dans une période historique marquée par ce que l'on appelle couramment le « néolibéralisme ». Compte tenu des ambivalences et des contradictions inhérentes à ces deux perspectives, on serait en droit d'estimer que de M. Thatcher, il n'y aurait plus grand-chose de substantiel à dire. Il suffirait d'ailleurs, peut-être, de commencer par comparer la place de Thatcher aujourd'hui dans le débat économique et social à celle, redevenue importante, d'un John Maynard Keynes et du keynésianisme (authentique doctrine économique et sociale, il est vrai) pour s'en apercevoir. Ce serait cependant, et au bout du compte, passer à côté de l'essentiel, ou du moins, ce que l'on veut considérer ici comme tel. Il nous faut alors revenir à l'actualité la plus vivante de M Thatcher comme embarras et en l'occurrence, revenir à - et repartir de - Orgreave.

La « bataille » d'Orgreave de juin 1984 - et tout le mélange de résurgences toxiques que cet épisode forme avec Hillsborough et l'affaire Finucane (entre autres) - est un des moments cruciaux de la construction de la figure de Thatcher (et ce, bien entendu, indépendamment du fait qu'Orgreave reste considéré par certains comme une erreur stratégique monumentale du côté de certains anciens dirigeants de la grève).[50] On voudrait d'abord proposer ici la possibilité qu'Orgreave, en tant qu'occasion de mise en œuvre stratégique et policière exceptionnelle, marque un véritable moment de rupture historique. Pour essayer de le comprendre, il vaut de se repérer dans une contextualisation large. Observons alors ceci ; le rôle proprement historique de ce Premier Ministre s'est joué dans l'articulation finale de trois tendances massives de la séquence allant des années 1950 aux années 1980 ; une situation internationale marquée par une guerre froide tardive et encore vivace ; un contexte britannique dans lequel, en l'espace d'une vingtaine d'années, le plus grand empire qu'a connu l'histoire a disparu dans sa forme classique (et l'épisode de la guerre de Iles Falkland/Malouines ne fut, de ce point de vue, qu'une sorte d'auto-parodie dérisoire) ; et enfin, le premier pays de la révolution industrielle qui vit sa base industrielle et manufacturière historique rayée de la carte en quelques années. On pourrait alors dire que la fille de l'épicier de Grantham représente donc à la fois le tombeau petit bourgeois du patricianisme impérial britannique d'antan, celui des forteresses et communautés ouvrières de la modernité industrielle, et dans une mesure moindre et néanmoins réelle, celui des bureaucraties autoritaires du bloc de l'Est. La lutte thatcherienne contre un « communisme » ubiquitaire, détectable jusque dans la notion même de « classe » (« *class is a communist concept* »)[51], les méthodes et la centralisation policières mises au service de cette lutte en Grande-Bretagne même, participent au moins autant de l'émergence du Thatcherisme que les privatisations ou le « big bang » de la déréglementation financière. A ce titre, l'œuvre politique de Thatcher se relit comme acclimatation particulière dans les conditions tempérées du parlementarisme du premier monde d'une involution policière beaucoup plus complète et sanglante ailleurs contre la gauche issue des mobilisations ouvrières et des grandes

Thatcher, pour préciser un peu ce point, a en effet incarné une version possible du programme stratégique formulé par Huntington, Crozier et Watanuki[52] dans le cadre de la commission trilatérale quelques années plus tôt. Face au mouvement de politisation de masse, d'agitation et de contestation apparus depuis la fin des années soixante à l'échelle internationale, Samuel Phillips Huntington articula l'anxiété dirigeante en diagnostiquant un « excès de démocratie » requérant alors une plus grande « modération de la démocratie »[53]; contre les dangers que posent un trop grand pouvoir syndical, ou des revendications de la jeunesse étudiante, la contestation de la guerre au Vietnam, ou les mouvements pour les droits civiques, une démocratie modérée et donc bien gouvernée exige certaines conditions :

« la bonne marche d'un système politique démocratique nécessite généralement un certain degré d'apathie et de désengagement de la part d'un certain nombre d'individus et de groupes. »

Et Huntington de poursuivre :

« Dans le passé, on trouvait, dans chaque société démocratique, une population marginale, de taille plus ou moins grande, sans participation politique active. En soi, cette marginalité de certains groupes est par nature non-démocratique, tout en constituant néanmoins l'un des facteurs ayant permis à la démocratie de bien fonctionner ».

Le premier exemple choisi par Huntington de tels groupes marginaux se mêlant maintenant aux choses politiques était, en l'occurrence, les noirs dans la société états-unienne.[54] Au Royaume-Uni, cet « excès » avait pris la forme bien connue du modèle d'après-guerre de relations du travail gouvernées par les concepts et idéaux de « démocratie industrielle » (« démocratie sociale » dirait-on plus couramment en français), de « collectivisme », de « tripartisme » (État, employeurs, organisations syndicales) et de « libre négociation collective » (« free collective bargaining ») ; relations dans lesquelles l'État n'était supposé ne jouer au mieux qu'un rôle d'accompagnateur (« running along ») et en dernier recours, d'« arbitre » des conflits ; relations enfin mises en œuvres à travers des « conseils des salaires » (« wages councils ») et la « résolution en faveur de salaires équitables » (« Fair wages resolution »), et allant jusqu'à s'incarner dans l'institution du « closed shop » qui dotait - de manière, certes, ambivalente - les organisations syndicales d'un pouvoir considérable sur l'embauche. Dans un contexte de croissance des effectifs syndicaux, jusqu'à atteindre plus de 13 millions de syndiqués à la fin des années 1970, et de radicalisations au moins partielles et conjoncturelles, de surcroît, doublées d'un renouveau de la lutte armée en Irlande du Nord à partir de 1969, sans doute y avait-il matière à s'inquiéter pour les groupes dirigeants. On sait ce qu'il est alors advenu de ces catégories et institutions du compromis social d'après-guerre lorsque, par exemple, la Manpower Services Commission (typiquement tripartite) fut remplacée par le Training and Enterprise Council (placé sous la responsabilité des employeurs), ou, lorsque les « wages councils » furent contournés puis simplement abolis (en 1993, dix ans après la « Fair Wages Resolution », abolie en 1983, l'un et l'autre représentant donc les principaux cadres tripartites de négociation salariale). Les « closed shops » furent décimés par les lois sur l'emploi de 1988-1989, entraînant la décreue accélérée des effectifs syndicaux. Dans le même temps, cela dit, il n'est pas difficile de voir à l'œuvre ce même programme de « modération » huntingtonienne dans l'abolition, en avril 1986, de la plus importante assemblée locale élue (aux mains des travaillistes marqués à

Orgreave, Hillsborough, Belfast. Margaret Thatcher, ou
l'embarras posthume **redaction**

<https://www.contretemps.eu> gauche), à savoir, le Greater London Council (GLC) ; et dans l'affaiblissement stratégique des assemblées régionales et locales en général.[\[55\]](#)

Cette cure d'autoritarisme en guise de correction générale de « l'excès de démocratie » britannique prit donc plusieurs dimensions. Il y a les attaques directes contre les institutions du mouvement ouvrier : contre les syndicats eux-mêmes (droit de grève, closed shops), contre les cadres de partenariat social dans lesquels sont reconnus et interviennent les organisations syndicales (wages Councils, Manpower Services Commission), et contre les instances politiques représentatives sous contrôle de la gauche travailliste (GLC, local governments). Mais plus structurellement encore, il y a les politiques monétaristes elles-mêmes qui permettent d'exercer une contrainte apparemment distanciée et neutralisée sur l'ensemble des négociations avec les « partenaires » sociaux.

« Le monétarisme, *explique Brendan Evans*, permet une implication moindre dans la complexité des négociations avec les organisations syndicales dès lors que, en exerçant un contrôle strict de la masse monétaire en circulation, le gouvernement pouvait empêcher des accords salariaux à la hausse décidés dans le cadre du système de négociation salariale en place, à moins que les organisations syndicales ne soient prêtes à obtenir des gains de salaires en échange de pertes d'emplois ». [\[56\]](#)

Sur ce même registre du monétarisme avant tout comme arme politique, David Harvey observe :

« Thatcher mit l'accent sur le monétarisme et le contrôle rigoureux du budget. Des taux d'intérêt élevés impliquaient de hauts niveaux de chômage (de 10 pour cent en moyenne entre 1979 et 1984, tandis que le syndicalisme perdait 17 pour cent de ses effectifs en cinq ans). La puissance de négociation du monde du travail en fut affaiblie. »

Et Harvey de rapporter cet aveu éclairant :

« Pour Alan Budd, l'un des conseillers économiques de Thatcher, 'les politiques des années 1980 menées contre l'inflation en contractant l'économie et les dépenses publiques étaient un prétexte pour s'en prendre aux travailleurs' ». [\[57\]](#)

Par conséquent, avant toute caractérisation de l'expérience thatchérienne en termes économiques (de privatisation, déréglementation, financiarisation), il faut commencer par bien reconnaître et bien circonscrire l'entreprise politique qui en est le préalable et la condition même ; pour déréglementer (l'économie, le marché du travail, etc.), il fallait en premier lieu se débarrasser des forces, instruments et pratiques de réglementation existants et bien entendu, ces forces, instruments et pratiques étaient principalement incarnés dans les organisations et institutions historiques de la classe ouvrière britannique. On peut alors considérer la grève de 1984-1985 en général, et Orgreave en particulier, comme le point haut et la grande mise en scène exemplaire de cette confrontation fondamentale générale, inimaginable sans une part de violence stratégique et de déqualification symbolique dirigées contre l'adversaire, en l'occurrence, le NUM et ses quelques alliés syndicaux et politiques plus ou moins stables et fiables.

Une telle entreprise, avec tout son cortège de fabrications et de complicités médiatiques et policières, d'annonces trompeuses et de dissimulations, de dénigrement et d'ostracisme social virulent, paraît difficilement accommodable après coup dans la trame d'un roman national

britannique déjà fragilisé. Mais cette difficulté est elle-même la meilleure preuve du succès avec lequel M. Thatcher a accompli sa mission si l'on accepte de comprendre ladite mission non pas en terme d'intérêt national mais bien en terme de priorité de classe ; l'expérience thatchérienne est celle d'un moment où l'accumulation du capital butte sur l'une de ses limites possibles - limite d'abord un temps nécessaire à cette dynamique du capital - et qu'elle doit maintenant briser. A la fin des années 1970, cette limite s'appelle le syndicalisme de masse. Une fois cette barrière rompue, la « restauration du pouvoir de classe » (pour continuer d'emprunter les termes d'un cadre l'analyse récurrent chez David Harvey) peut donner libre cours, jusqu'à la prochaine fois, « la prochaine fois » pouvant, en l'occurrence se cristalliser maintenant non plus dans les organisations salariales, bien sûr, mais dans la concentration inédite même de la richesse, maintenant jugée facteur de crise pour les années à venir : si l'on s'en inquiète jusqu'à la Banque mondiale, au FMI, et au Forum économique mondial[58] - non pas par souci pour les pauvres, mais bien pour la préservation du système - c'est que ce doit être « du sérieux ».

Il y a donc bien un grand héritage de Thatcher, à l'échelle nationale et globale, du côté de la croissance des inégalités et de l'accumulation des revenus, si l'on comprend le moment Thatcher comme moment de franchissement de limite et de restauration et relance d'un processus d'accumulation de pouvoir social plutôt que comme entreprise de sauvetage national. Cet héritage, compris ainsi, passe de manière inévitable par les diverses formes d'érosion ou de destruction de la limite franchie : destruction (par voie de désindustrialisation) des bases matérielles vécues des communautés ouvrières et des formes de conscience et de loyauté qui leur étaient spécifiques ; destruction quantitative (déclin rapide et division par deux des effectifs syndicaux depuis le début des années 1980), qualitative (enserrement légal, « pasteurisation » des capacités organisationnelles ; droit de grève, closed shop...), et institutionnelle-politique (suppression des cadres de négociation tripartite), ou autrement dit, destruction de l'articulation ou de la passerelle historique de forme social-démocrate entre la classe ouvrière industrielle britannique et le pouvoir politique.

De telles modifications institutionnelles et matérielles, quantitatives et qualitatives, sont elles-mêmes un élément explicatif central de ce qui se passe en matière d'enracinement idéologique, du côté des représentations. Elles sont une part décisive de cet ensemble pérenne de contraintes opérationnelles et efficaces, dans lesquelles D. Harvey voit un véritable « héritage et une « tradition » dont les successeurs de Thatcher n'étaient plus à mêmes de s'extraire. En l'occurrence,

« Reagan et Thatcher s'inspirèrent des premières expériences à leur disposition (du Chili à la ville de New York) et prirent la tête d'un mouvement de classe déterminé à restaurer son pouvoir. Ils eurent le génie de produire un héritage et une tradition garantissant l'enserrement des dirigeants politiques qui leur succédèrent dans un ensemble de contraintes auxquelles il leur était difficile de se soustraire. Arrivant après eux, Clinton ou Blair, par exemple, ne purent faire grand chose d'autre que de poursuivre l'entreprise de néolibéralisation, quoi qu'ils en aient pensé ».[59]

Désindustrialiser l'intuition sociale : trois disparitions (statistiques, sciences sociales, journalisme)

On voudrait finir, cependant, sur ce versant des représentations et de la « prise » idéologique liée à ces transformations, à la fois rapides et profondes, en insistant sur la disparition la plus générique et

d'une certaine manière, la plus étonnante, à savoir, la disparition du *travail* et d'une version jusqu'alors dominante de son 'monde', et par les rapports ambivalents entre les notions (et attentes) de *classe* et de *communauté* constitutives de ce 'monde'. On doit se limiter ici à seulement quelques observations quant au sort qu'a connu ce complexe de termes (classe/communauté/monde du travail-labour. On pourrait commencer par avancer que, de manière générique, c'est en sortant les mineurs du puits de mine que l'on a durablement enfoui et rendu invisible la classe ouvrière, et l'idée même de classe/communauté ouvrière en tant qu'incarnation historique dominante du monde du travail dans ses registres emblématiques industriel, manufacturier, 'productif', centraux plutôt que périphériques ou annexes. La chose n'a rien si étrange si l'on songe que l'idée de classe *travailleuse* a longtemps été présumée et vécue comme identique à celle de *communautés* ouvrières, socialement, géographiquement et culturellement circonscrites, puis dissoutes par l'expérience du démantèlement rapide de tous les grands secteurs de l'économie industrielle classique.[60] Mais à relative distance, et dans le sillage de ce fracas historique, divers signaux valent la peine d'être relevés. On se limitera à trois d'entre eux.

Il y a d'abord la disparition, au moins partielle et momentanée, de la « classe » comme catégorie descriptive statistique. « Class » avait, dans tous les cas, suffisamment disparu pour qu'il faille en redécouvrir l'utilité et la nécessité élémentaire. Cette redécouverte symptomatique était au cœur du rapport *Tackling Inequality : a Statement on Race*, que fit paraître en 2009 John Denham, alors ministre travailliste des communautés et des gouvernements locaux[61]. Ce rapport articulait une analyse et une perspective programmatique sur les questions de discrimination raciale autour du concept et projet de « community cohesion » apparu comme tel après les émeutes de Oldham, Bradford et Burnley de 2001. Si pour J. Denham, l'analyse devait poser prioritairement les enjeux de cohésion communautaire[62], de nouveaux types de migrations et d'identités complexes (tous trois en termes de « trends »), elle ne pouvait cependant ignorer la question de classe : « 1.16 La quatrième tendance tient dans le fait d'une reconnaissance nouvelle de l'importance de la classe. » Des quatre « tendances » de l'analyse de Denham, c'est cette dernière qui est la plus développée, sans doute parce que sa justification n'allait alors en rien de soi. Il fallait donc comprendre, selon l'auteur du rapport, qu'appréhender les situations des personnes à partir des seuls critères de race ou d'ethnicité était « bien trop simple » ; classe et race « interagissent » ; le statut socio-économique et la pauvreté affectent les chances des personnes dans la vie indépendamment des origines raciales ou ethniques ;

« les similarités sont plus grandes entre enfants noirs et blancs de familles ouvrières qu'entre enfants de familles ouvrières et familles de classe moyenne de même appartenance ethnique » ; outre la question du racisme à l'origine des émeutes de 2001, il faut aussi tenir compte « du rôle de la culture, de la religion, de la migration, et de l'économie et de la structure de classe de ces communautés. »[63]

Si l'on en croit ce que rapporta alors le mensuel *Labour Research*, le Right Honorable John Denham

« fut à l'origine d'une inquiétude certaine dans les rangs de son propre camp travailliste lorsqu'il dévoila la nouvelle approche gouvernementale sur les question de race. »[64]

D'aucuns pourraient être tentés d'ironiser sur ces (ré)affirmations tant on pouvait présumer qu'elles iraient de soi, en particulier pour des représentants *travail*-listes d'une tradition syndicalo-politique même lointaine. Il paraît cependant beaucoup plus urgent et instructif d'y reconnaître le degré

d'occultation et d'éviscération doctrinale qu'elles s'efforcent de corriger. Le fait que ces considérations émanent d'un dirigeant travailliste de haut niveau, lui-même s'exprimant dans un rapport officiel à la fin des années 2000, documente la profondeur de la crise de représentation survenue depuis les années 1980.

Plus familièrement, on sait aussi à quel point notre complexe lexical et tout ce qu'il draine avec lui s'est estompé dans l'ensemble du champ des sciences sociales à partir des années 1980. L'évolution des *cultural studies*, par exemple, à grande distance de ses origines marxistes ou marxiennes dans les années 1960, en est une illustration assez typique. De manière comparable, et d'ailleurs liée, les divers « post- » théoriques de la période furent « post- » précisément du fait d'une défiance croissante, et parfois totale, à l'égard des questions de classe et de travail dans un moment où le rejet de la possibilité même de référentialité (dans divers registres plus ou moins dogmatisés du « post-structuralisme » du « post-modernisme », voire, du « post-marxisme ») présentait d'étonnantes ressemblances avec le basculement historique vers une économie dite de services et prise dans le champ gravitationnel de la finance, loin de la mine, de l'atelier et de l'immédiateté tangible et connaissable de leurs « produits ».

Troisièmement, reste un développement de la période, parallèle aux précédents, qui, lui, a reçu peu d'attention : la disparition des correspondants de presse spécialisés dans les questions sociales [*industrial*]. L'ancien journaliste de la BBC et auteur, Nick Jones, est l'un des très rares commentateurs à avoir signalé cette métamorphose du domaine journalistique en rapport avec ce qui fut la centralité sociale, politique et médiatique des questions sociales et syndicales. Dans *The Lost Tribe of Fleet Street : Whatever Happened to Fleet Street's Industrial Correspondents*^[65], Jones a réuni plusieurs contributions de ses collègues du *Labour and industrial correspondents group*^[66], contributions qui reviennent sur le prestige journalistique perdu de ce groupe, les conditions et la signification de cette disparition collective et silencieuse. Ce qui est clairement en jeu, selon les auteurs, c'est l'évanescence de la question du travail (« *the labour question* ») et des questions sociales dans le champ journalistique avec - et à la suite - de la décennie Thatcher. Geoffrey Goodman, ancien responsable des pages sociales du *Daily Mirror* explique notamment :

A l'époque, au milieu de la période durant laquelle Margaret Thatcher fut premier ministre, la plupart des journaux nationaux commençaient à tailler dans leurs effectifs de correspondants consacrés aux affaires sociales [*industrial correspondents*]. Parmi ces journaux, comme au *Financial Times* par exemple, ces équipes pouvaient compter jusqu'à six reporters, tous d'excellent niveau. Même les journaux de presse à scandales comme *The Sun* avaient trois reporters spécialisés dans les questions du monde du travail, tout comme le *Daily Express*, propriété de Lord Beaverbrook et l'ancien *Daily Mail*. Des titres comme le *Times* et le *Daily Telegraph* avaient de trois à quatre de ces correspondants spécialisés. C'est bien, bien entendu, une grande époque du journalisme britannique avec la BBC (radio et télévision), les chaînes ITV et Channel Four News s'efforçant toujours de se montrer au niveau qui était celui de la presse nationale. Au journal le *Mirror*, l'équipe, dont je faisais partie, comptait trois correspondants dédiés aux questions sociales à plein temps auxquels s'en ajoutait un quatrième dans nos locaux de Manchester. Ça, c'était hier. Il est maintenant rare de trouver ne serait-ce qu'un seul correspondant sur les questions sociales dans un rôle semblable à ce qui existait à mon époque (et sans même parler de rédacteur en chef à l'ancienne consacré à ces questions) dans quelque quotidien national ou régional que ce soit. Pourquoi ? Comment expliquer une telle transformation ?

Goodman conclut son explication et son texte par l'observation suivante:

Le tournant survint en 1979, véritable année charnière pour les tribulations et la notoriété de toute l'espèce. La naissance du thatcherisme signa la fin d'une culture journalistique dont les origines remontaient aux années 1930, qui connut son plein essor pendant la deuxième guerre mondiale et continua de se développer dans le climat politique créé par l'élection du premier gouvernement travailliste majoritaire en 1945. Mais à partir de 1979, la dégringolade fut sans fin lorsque la pratique du reportage bascula de l'atelier vers les institutions de la finance de la City, à Londres. Les rédacteurs en chef sur les questions financières en vinrent à occuper la place de choix qui avait été celle de plusieurs générations de correspondants dédiés aux questions sociales.[67]

Les discussions de ce qu'il reste de l'expérience du passage de M. Thatcher au pouvoir sont préalablement entourées de signaux et présupposés complexes et instables. La présente contribution a voulu réfléchir à la fois sur leur part manifeste et familière - Thatcher, grande figure nationale ; Thatcher, métonymie d'une tendance idéologique globale constitutive de la période récente ; et sur la part occulte - Thatcher et les disparitions du complexe notionnel lié au *travail* : ses mouvements - syndicats, partis -, doctrines ou théories, ses représentations mentales ordinaires et ses conceptions structurantes de la communauté, vécues et nationales. L'observation de ce que « Thatcher » doit à ces excès et ces manques, entre surenchères cérémonielles et occultations « post-industrielles », nous a conduit à proposer que l'on avait à faire au mieux à un objet largement obsolète, au pire, à une série d'embarras.

A l'échelle nationale, M. Thatcher est un embarras, et à l'échelle globale, elle n'est pas « le néolibéralisme ». Elle représente cependant de manière cruciale une séquence fondatrice du néolibéralisme au pouvoir et correspond donc à une séquence et une configuration de forces particulières. A ce titre, « Thatcher » n'est, au premier chef, pas tant affaire de privatisation et de déréglementation (qui sont des traits généraux du capitalisme tardif) que de tournant coercitif d'un nouveau genre dans les conditions propres à un régime capitaliste parlementaire de l'Europe de l'Ouest. Ainsi, un effet, ou « héritage » pérenne de ce moment et de cette expérience singulière tient dans la combinaison des dégâts multiples infligés au mouvement syndical et à sa relégation symbolique relative dans la Grande-Bretagne contemporaine, jusqu'aux imaginaires intuitifs les plus ancrés du travail et de son 'monde', et donc des processus d'identification collectifs et individuels qu'il gouvernait. Si héritage il y a, il faut commencer par le chercher du côté de ces productions d'invisibilité et de cette fantômaticité historique des questions du travail, de classe, de violence structurelle de classe comme autant de dimensions refoulées, enterrées sans obsèques 'décentes', et maintenant condamnées à faire retour de manières plus ou moins éruptives (et selon les degrés de méconnaissance et d'écrasement dans lesquels se trouvent placés les travailleurs informalisés de l'économie grise, les travailleurs étrangers sans existence légale et administrative, les employés d'agences d'intérim, les travailleurs postés, entre autres).

Il paraît enfin particulièrement important d'accorder une place historique centrale au trio embarrassant Orgreave - Hillsborough - Belfast dans nos cartographies du moment Thatcher et dans nos compréhensions du thatcherisme. La raison en est qu'à la différence de ce que l'on rencontre dans nombre d'analyses de théorie sociale contemporaine concernant le néolibéralisme, la question de classe, la centralité conceptuelle et politique du travail (*labour*), ne se sont pas simplement évaporées par l'opération imperceptible des forces silencieuses et sans visage qui seraient aujourd'hui à l'origine mystérieuse d'une nouvelle condition anthropologique générale ; des stratégies de coercition politiquement pensées et projetées, dans des conjonctures singulières, ont joué un rôle clé. Et sur ces choses, les anglicistes s'intéressant aux années Thatcher sont en droit de s'estimer particulièrement bien placés pour le savoir.

**Orgreave, Hillsborough, Belfast. Margaret Thatcher, ou
l'embarras posthume**

<https://www.contretemps.eu> redaction

Les dernières années ont vu une relative revitalisation de l'agitation syndicale et de la jeunesse en Grande-Bretagne. L'intéressant succès du livre d'Owen Jones (*Chavs*) offre peut-être lui aussi un signal de retours politiques et intellectuels des questions de classe à une échelle publique large.^[68] Reste alors à savoir si ce genre de développement, parmi d'autres, seront en mesure de montrer la voie hors du gothique thatchérien.

Bibliographie

« Battle of Orgreave ex-officer calls for police conduct inquiry », BBC News, 17 June 2014, <http://www.bbc.com/news/uk-england-27887343>

Beckford, M., « Hillsborough: prosecutions likely over 'the biggest cover-up in history' », *The Telegraph*, 12 sept. 2012.

Benn, T., *The End of an Era. Diaries 1980-1990*, [1992] Arrow Books, 1994.

Burgess, S., and Propper, C., « Poverty in Britain », in *The State of Working in Britain*, Manchester University Press, 1999.

Casualisation at Work, including zero hours contracts. A guide for trade union reps, London : Labour Research Department Booklets, August 2014.

« Child poverty facts and figures », Child Poverty Action Group, 2015, <http://www.cpag.org.uk/child-poverty-facts-and-figures>

Coulter J., Miller S., Walker M., *State of Siege. Miners' Strike 1984 : Politics and Policing in the Coal Fields*, London : Canary Press, 1984.

Crozier, M., Huntington, S.P., Watanuki, J., *The Crisis of Democracy : Report on the Governability of Democracies to the Trilateral Commission*, New York : New York University Press, 1975.

Davies, C., « No state funeral for Margaret Thatcher », *The Guardian*, 8 avril 2013, <http://www.theguardian.com/politics/2013/apr/08/no-state-funeral-margaret-thatcher>

Davies, E., « Morphine inspired my new Maggie book says Mantel: Author says she found inspiration while high on drugs during hospital stay », *Mail Online*, 27 April 2014, <http://www.dailymail.co.uk/news/article-2614547/Drugs-inspired-Maggie-book-says-Mantel-Author-says-inspiration-high-morphine-hospital-stay.html>

Davies, E., « Morphine inspired my new Maggie book says Mantel: Author says she found inspiration while high on drugs during hospital stay », *Mail Online*, 27 April 2014, <http://www.dailymail.co.uk/news/article-2614547/Drugs-inspired-Maggie-book-says-Mantel-Author-says-inspiration-high-morphine-hospital-stay.html>

Denham, J., *Tackling Inequality : a Statement on Race*, London : Communities and Local Government Publications, 2010.

Dickens, R., « Wage Mobility in Great Britain », in *The State of Working in Britain*, P. Gregg and J. Wadsworth eds., Manchester: Manchester University Press, 1999.

Dorling, D., *Inequality and the 1 %*, London : Verso, 2014.

Evans, B., *Thatcherism and British Politics, 1975-1999*, Stroud : Sutton Publishing, 1999.

Faith in the City. A Call for Action by Church and Nation. A report of the Archbishop of Canterbury's Commission on Urban Priority Areas, London: Church House Publishing, 1985.

Greenslade, R., « Sorry Arthur », *The Guardian*, 27 May 2002,
<http://www.theguardian.com/media/2002/may/27/mondaymediasection.politicsandthemedi>

Harding, L., and Smith, D., « Thatcher funeral: serving foreign leaders thin on the ground at St Paul's », *The Guardian*, 17 avril 2013,
<http://www.theguardian.com/politics/2013/apr/17/thatcher-funeral-foreign-leaders-st-pauls>

Harvey, D., *The Enigma of Capital and the Crises of Capitalism*, London : Profile Books, 2010.

Harvey, D., *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford: Oxford University Press, 2005 [*Brève histoire du Néolibéralisme*, trad. A. Burlaud, Paris : Les prairies ordinaires, 2014].

« Hillsborough papers : Thatcher's concerns about police criticism by Taylor", BBC News, 12 sept. 2012, <http://www.bbc.com/news/uk-politics-19574492>

« Inside out » BBC1, 22 10 2012, <http://www.bbc.co.uk/programmes/b01nj32j> visible sur <https://www.youtube.com/watch?v=61980YP1Yvk>

Jones, N. (ed), *The Lost Tribe: Whatever Happened to Fleet Street's Industrial Correspondents*, published by Nic Jones, 2011.

Jones, O., *Chavs : The Demonization of the Working Class*, London: Verso, 2011.

Labica, T., « Please, Meet Andrei ! Notes sur la situation de l'industrie charbonnière britannique », *Contretemps*, n°25, avril 2015.

Mansfield, M., « Orgreave was a massive injustice. And so is thirty years without a proper inquiry », *The Guardian*, 18, juin 2014,
<http://www.theguardian.com/commentisfree/2014/jun/18/orgreave-injustice-miners-ipcc-investigation-start-now>

Mantel, H., « The Assassination of Margaret Thatcher: August 6th 1983 », in *The Assassination of Margaret Thatcher: Stories* , London: Fourth estate, 2014.

Meek, J., *Private Island. Why Britain Belongs to Someone Else*, London: Verso, 2014.

Milne, S., *The Enemy Within : The Secret War Against the Miners* [1994], London : Pan Books, 1995.

No.10 record of conversation (MT-Chancellor of the Exchequer-Walker-Tebbit-Armstrong-Gregson-Scholar) [*Ian MacGregor's strategy for coal, pit closures, redundancies, miners' pay*] [*declassified 2014*], <http://www.margaretthatcher.org/document/133121>

« New race agenda : all aboard ? », *Labour Research*, April, 2010.

Osborne, P., « Margaret Thatcher: This is a state funeral and that's a mistake », *The Telegraph*, 10 avril 2013

Orgreave, Hillsborough, Belfast. Margaret Thatcher, ou
<https://www.contretemps.eu> l'embarras posthume redaction
O'Dowd, N., « The truth is Margaret Thatcher likely ordered the Pat Finucane murder – British can never reveal the truth about the killing of civil rights lawyer », Irish Central website, 13 décembre 2012,
<http://www.irishcentral.com/opinion/niallodowd/the-truth-is-margaret-thatcher-likely-ordered-the-pat-finucane-murder-british-can-never-reveal-the-truth-about-the-killing-of-civil-rights-lawyer-183328851-238162591.html#>

Office of National Statistics, "Ownership of quoted shares, 2012", sept.2013,
<http://www.ons.gov.uk/ons/rel/pnfc1/share-ownership—share-register-survey-report/2012/stb-share-ownership-2012.html>

Ong, J., *Neoliberalism as Exception. Mutations in Citizenship and Sovereignty*, Durham: Duke University Press, 2006.

« Pat Finucane Murder: Family Call Da Silva Report 'Whitewash, A Confidence Trick », *The Huffington Post UK*,
Posted: 12/12/2012, http://www.huffingtonpost.co.uk/2012/12/12/pat-finucane-murder-report-family-whitewash_n_2284265.html

Peck, J., and Tickell, A., « Neoliberalizing Space », in N. Brenner and N. Theodore (eds), *Spaces of Neoliberalism*, Oxford: Blackwell, 2012.

Sentamu, J. (ed), *On Rock or Sand ? Firm Foundations for Britain's Future*, London: Society for Promoting Christian Knowledge, 2015.

Thatcher, M., « Don't undo my work », *Newsweek*, 1992 Apr 27,
<http://www.margaretthatcher.org/document/111359>

« The flames of hatred: 30 years of loathing for Baroness Thatcher explodes in celebrations of her death. Will funeral now be targeted? »,
<http://www.dailymail.co.uk/news/article-2306165/Margaret-Thatcher-death-parties-The-Lefts-sick-celebration-Brixtons-streets.html#ixzz3cgP3GzAx>

Watkins, S., « Paysages instables » [2010], trad. C. Izoard, in *Crise financière ou triomphe du capitalisme ?*, Marseille, Editions Agone, 2012.

Who Is My Neighbour ? A Letter From the House of Bishops to the People and Parishes of the Church of England for the General Election 2015, Church of England, 2015,
<https://www.churchofengland.org/media/2170230/whoismyneighbour-pages.pdf>

Who Is My Neighbour ? A Study Guide to the House of Bishops' Pastoral Letter for the General Election 2015, Church of England, 2015.

Notes

[1] Une version courte de ce texte est d'abord parue dans Raphaëlle Espiet-Kilty (dir.), *L'héritage du thatchérisme*, Observatoire de la société britannique, n°17, novembre 2015. L'Observatoire met en ligne un grand nombre d'études sur la Grande-Bretagne ou le Royaume-Uni contemporains : <http://osb.revues.org/1754> . Cet article a été écrit en mai-juin 2015. La série d'articles publiés sur le site de la revue « Contretemps » consacrés à l'actualité du parti travailliste britannique depuis

[2] <http://www.theguardian.com/politics/2013/apr/08/no-state-funeral-margaret-thatcher> , consulté le 26 mai 2015.

[3] <http://www.telegraph.co.uk/news/politics/margaret-thatcher/9984619/Margaret-Thatcher-This-is-a-state-funeral-and-thats-a-mistake.html> , consulté le 26 mai 2015.

[4] Sans discontinuer.

[5] Qui vit la mise en œuvre de tout un ensemble de mesures de dérèglementation des marchés financiers dans la City de Londres.

[6] Voir le tableau qu'en dresse James Meek dans *Private Island. Why Britain Belongs to Someone Else*, London: Verso, 2014, p. 109-111.

[7] On a proposé une discussion de ce transfert de souveraineté énergétique dans l'article « *Please, Meet Andrei ! Notes sur la situation de l'industrie charbonnière britannique* », *Contretemps*, n°25, avril 2015

[8] Meek, J. 2014, chapitre 4 : « Taking power ».

[9] *Faith in the City. A Call for Action by Church and Nation*. A report of the Archbishop of Canterbury's Commission on Urban Priority Areas, London: Church House Publishing, 1985, p. 22 "Two Nations Recreated?"

[10] Ce document d'une cinquantaine de pages est lui-même accompagné d'un guide (*Who Is My Neighbour ? A Study Guide to the House of Bishops' Pastoral Letter for the General Election 2015*, Church of England, 2015) destiné à promouvoir et assister les discussions thématiques autour des points soulevés par le document principal.

[11] *On Rock or Sand ? Firm Foundations for Britain's Future*, Dr John Sentamu (ed.).

[12] *Who Is My Neighbour ?*, p. 16, §37.

[13] Hilary Mantel, « The Assassination of Margaret Thatcher: August 6th 1983 », in *The Assassination of Margaret Thatcher: Stories* , London: Fourth estate, 2014.

[14] Dans le programme humoristique « Mock the week » (BBC 2), extrait visible à <https://www.youtube.com/watch?v=xmmomV-ax-s> . Les rires et applaudissements (en l'occurrence, fournis) n'y sont pas enregistrés.

[15] Le *Daily Mail* s'est montré généreux sur ce registre. voir par exemple : <http://www.dailymail.co.uk/news/article-2614547/Drugs-inspired-Maggie-book-says-Mantel-Author-says-inspiration-high-morphine-hospital-stay.html> ou <http://www.dailymail.co.uk/news/article-2306165/Margaret-Thatcher-death-parties-The-Lefts-sick-celebration-Brixtons-streets.html> , consulté le 30 mai 2015 ; on regrette que le titre initial inscrit dans le lien a été remplacé par une formule plus consensuelle sur le site du MailOnline. Ce titre initial a néanmoins été gardé pour la légende d'une photographie.

[16] Abrogée par l'encore tout jeune parlement écossais en 2000, puis par les travaillistes en 2003 pour le reste du Royaume-Uni.

[17] Toute une série d'affrontements majeurs avec les forces de police restent connus sous l'appellation de « battle of », parmi lesquels, « the battle of Orgreave (durant la grève des mineurs), « the battle(s) of Toxteth » (près de Liverpool en 1981 puis 1985), « the Battle of Brixton » (à Londres en 1981), « the Battle of Beanfield » (dans le Wiltshire en 1985, épisode qui vit les forces de police s'en prendre aux participants d'un festival de musique), « the Battle of Wapping » (en 1986, pendant la longue grève qui opposa les employés du groupe de presse News International à son propriétaire, Rupert Murdoch), ou encore « the battle of Trafalgar Square » (en 1990, dans le contexte des manifestations contre l'instauration de la Poll Tax). On retrouve des images de tous ces épisodes sur youtube.

[18] Dont on trouvera des discussions fournies et utiles, en référence à la grève des mineurs de 1984-5, dans Coulter J., Miller S., Walker M., *State of Siege. Miners' Strike 1984 : Politics and Policing in the Coal Fields*, London : Canary Press, 1984.

[19] Le mode de scrutin britannique oblige à nuancer sensiblement la notion de succès électoral.

[20] « Don't undo my work », 27 avril 1992, disponible à <http://www.margaretthatcher.org/document/111359> consulté le 31 juin 2015.

[21] « Shocking levels of state collusion ». Le chef du gouvernement reprenait-là les termes mêmes du rapport Da Silva sur le meurtre de P. Finucane.

[22] http://www.huffingtonpost.co.uk/2012/12/12/pat-finucane-murder-report-family-whitewash_n_2284265.html , consulté le 31 mai 2015.

[23] Niall O'Dowd, « The truth is Margaret Thatcher likely ordered the Pat Finucane murder - British can never reveal the truth about the killing of civil rights lawyer », Irish Central website, 13 décembre 2012, <http://www.irishcentral.com/opinion/niallodowd/the-truth-is-margaret-thatcher-likely-ordered-the-pat-finucane-murder-british-can-never-reveal-the-truth-about-the-killing-of-civil-rights-lawyer-183328851-238162591.html#> , consulté le 31 mai 2015.

[24] Quelques jours après la catastrophe, la tristement célèbre une du *Sun* proposait la vision cauchemardesque de supporters ivres, urinant sur la police et les cadavres, agressant les sauveteurs et allant jusqu'à « abuser » d'une jeune fille décédée.

[25] Voir par exemple : <http://www.telegraph.co.uk/sport/football/teams/liverpool/9539424/Hillsborough-prosecutions-likely-over-the-biggest-cover-up-in-history.html> , consulté le 29 mai 2015.

[26] « Hillsborough papers : Thatcher's concerns about police criticism by Taylor », BBC News, 12 sept. 2012, <http://www.bbc.com/news/uk-politics-19574492> , consulté le 28 mai 2015.

[27] Comme l'a révélé au grand public le documentaire diffusé en octobre 2012 dans le cadre du programme « Inside out » de BBC1 <http://www.bbc.co.uk/programmes/b01nj32j> et visible ici : <https://www.youtube.com/watch?v=61980YP1Yvk> , consulté le 31 mai 2015.

[28] Et qu'elle avait envisagé, en octobre 1984, d'étendre à l'ensemble du parti travailliste.

[29] Déclaration de Joe Ashton citée par Tony Benn, *The End of an Era. Diaries 1980-1990*, [1992] Arrow Books, 1994, p. 351.

[30] Michael Mansfield, célèbre avocat de la cause de mineurs grévistes de l'époque pose clairement et brièvement les motifs et quelques-uns des enjeux de la campagne tout en dénonçant les lenteurs de l'IPCC : « Orgreave was a massive injustice. And so is thirty years without a proper inquiry », *The Guardian*, 18 juin 2014,

<http://www.theguardian.com/commentisfree/2014/jun/18/orgreave-injustice-miners-ipcc-investigation-start-now>

[31] Et déjà largement ponctué d'aveux et d'excuses publiques notables.

<http://www.theguardian.com/media/2002/may/27/mondaymediasection.politicsandthemedial> et <http://www.bbc.com/news/uk-england-27887343>

[32] Archive maintenant disponible sur le site de la Fondation Margaret Thatcher :

<http://www.margaretthatcher.org/document/133121> consulté le 1er juin 2006.

[33] Fabrication dont l'histoire est bien connue depuis le livre de Seumas Milne, *The Enemy Within : The Secret War Against the Miners* [1994], London : Pan Books, 1995.

[34] Cf. T. Labica, « Le passé qui ne passe pas », dans C. Crowley, M. Bertrand, T. Labica (coord.), *Ici notre défaite a commencé : la grève des mineurs britanniques (1984-1985)*, Paris, Syllepse, 2016.

[35] Les principaux débats sur la nature du thatcherisme sont utilement présentés dans Brendan Evans, *Thatcherism and British Politics, 1975-1999*, Stroud : Sutton Publishing, 1999, p. 206-222.

[36] Du nom de l'archevêque de Canterbury dans les premiers temps de la Réforme en Angleterre.

[37] Et ses hommages répétés au Hayek de *The Road to Serfdom* ne sauraient, en eux-mêmes, faire office de matrice intellectuelle valable.

[38] Les données de l'Office of National Statistics, dans son bulletin de septembre 2013, "Propriétés des actions cotées, 2012" sont éloquentes en la matière : « On estimait à 53 pour cent de la valeur du marché boursier du Royaume-Uni détenue par le reste du monde en 2012, en progression par rapport aux niveaux atteints en 1998 (30,7 pour cent) et en 2010 (43,4 pour cent). Les ressortissants du Royaume-Uni détenaient, selon les estimations, 10,7 pour cent par valeur fin 2012, en légère progression par rapport au niveau historiquement atteint en 2010 ».

<http://www.ons.gov.uk/ons/rel/pnfc1/share-ownership—share-register-survey-report/2012/stb-share-ownership-2012.html> consulté le 02 juin 2015. Le tableau A, p. 32 du même bulletin, « « Table A : Percentage of total market value of UK quoted shares by sector of beneficial owner » indique la tendance sur la période 1963-2012 et fait apparaître un déclin quasi-régulier et massif au cours de ce demi-siècle. James Meek observe à ce propos : « Les privatisations n'ont pas réussi à faire de la Grande-Bretagne une nation de petits actionnaires. Avant l'arrivée de Thatcher au pouvoir, près de 40 pour cent des actions dans les entreprises britanniques étaient détenues par des individus. En 1981, on était passé en dessous des 30 pour cent. Lors de sa mort en 2013, cette part des actionnaires s'était effondrée à 12 pour cent. Ceci est doublement révélateur : non seulement le projet, cher à Thatcher et Lawson [son ministre des finances de 1983 à 1989], d'une démocratie d'actionnaires issue des privatisations ne se matérialisa pas, mais surtout, l'argument sur lequel s'est fondée la soustraction des entreprises à la propriété publique ne tient pas ». James Meek, *Private Island*, p 15.

[39] Dans son étude détaillée des politiques des gouvernements Thatcher, Brendan Evans note : « L'idée que se faisait Thatcher du rôle de l'État était inhabituelle parmi les politiciens britanniques. Même l'expression de "politique publique" lui déplaisait dès lors qu'elle déclarait souhaiter confiner au maximum le champ du 'public'. Cependant, il va également de soi qu'en pratique son hostilité

**Orgreave, Hillsborough, Belfast. Margaret Thatcher, ou
l'embarras posthume**

<https://www.contretemps.eu> redaction
était en particulier dirigée contre le niveau local de l'État et qu'elle s'attacha à accroître le pouvoir
du gouvernement central au détriment des activités des autorités locales. » B. Evans, 1999, p. 111.

[40] Pour une étude détaillée récente, voir *Casualisation at Work, including zero hours contracts. A guide for trade union reps*, London : Labour Research Department Booklets, August 2014.

[41] Cf. Richard Dickens, « Wage Mobility in Great Britain », in *The State of Working in Britain*, P. Gregg and J. Wadsworth eds., Manchester: Manchester University Press, 1999, p. 206-223: « L'image que l'on a souvent promue d'une société mobile est très éloignée de la réalité. En réalité, les faits montrent un haut niveau d'immobilité et peu de cas de progressions salariales importantes ; un groupe d'individus se trouve enfermé dans un cycle de travail sous-payé suivi de périodes de chômage elles-mêmes suivies de travail sous-payé. En outre, et de manière particulièrement inquiétante, on voit que les revenus en situation de mobilité ont chuté depuis la fin des années 1970. [...] Non seulement l'écart entre riches et pauvres s'est accru, mais la capacité des travailleurs les plus pauvres à combler cet écart s'est considérablement détériorée », p. 223.

[42] Cf. Simon Burgess and Carol Propper, « Poverty in Britain », in *The State of Working in Britain*, p. 261-263.

[43] <http://www.cpag.org.uk/child-poverty-facts-and-figures> consulté le 4 mai 201.

[44] Amplement documenté dans Danny Dorling, *Inequality and the 1 %*, London : Verso, 2014 : « Les 1 pour cent les plus riches possèdent 53 pour cent de la richesse commerciale totale au Royaume-Uni, les 4 pour cent suivants détiennent 10 pour cent de cette richesse, et les 45 pour cent suivants en détiennent 31 pour cent. Les 50 pour cent restante de la population ne se partagent, eux, que 6 pour cent de la richesse totale. » p. 21-23.

[45] Qu'il faudrait, bien sûr, associer à d'autres expériences, dont la crise fiscale de la ville de New York en 1975, à laquelle David Harvey accorde une place particulière. Cf. son *The Enigma of Capital and the Crises of Capitalism*, London : Profile Books, 2010, p. 10 et 172, ou encore, *Brève histoire du Néolibéralisme*, trad. A. Burlaud, Paris, Les prairies ordinaires, 2014, analyse qui propose une quadrature du tournant néolibéral, entre Thatcher, Reagan, Pinochet et Deng Xiao Peng.

[46] Susan Watkins, « Paysages instables » [2010], trad. C. Izoard, in *Crise financière ou triomphe du capitalisme ?*, Marseille : Editions Agone, 2012, p. 43-44.

[47] J. Peck and A. Tickell, « Neoliberalizing Space », in N. Brenner and N. Theodore (eds), *Spaces of Neoliberalism*, Oxford: Blackwell, 2012.

[48] Cf. Aihwa Ong, *Neoliberalism as Exception. Mutations in Citizenship and Sovereignty*, Durham: Duke University Press, 2006.

[49] <http://www.theguardian.com/politics/2013/apr/17/thatcher-funeral-foreign-leaders-st-pauls> consulté le 06 juin 2015.

[50] C'est le cas du dirigeant de la branche, très militante, du National Union of Mineworkers (NUM) du Yorkshire du Sud, David John Douglass qui propose l'histoire sans doute la plus approfondie de ce conflit et de ses suites jusqu'au début des années 1990 dans *Ghost Dancers*, Part 3 of *Stardust and Coaldust*, London : Read 'n' Noir, 2010, p. 78-80.

[51] M. Thatcher, « Don't undo my work », *art. cit.*

[52] M. Crozier, S.P. Huntington, J. Watanuki, *The Crisis of Democracy : Report on the Governability*

[53] *Ibid.*, p.113.

[54] *Ibid.*, p.114.

[55] Cf. note 35.

[56] Brendan Evans, *op. cit.*, p. 39.

[57] David Harvey, *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford : Oxford University Press, 2005, p. 59.

[58] Cf. Danny Dorling, *op. cit.*, p. 59 et 69.

[59] D Harvey, *A Brief History of Neoliberalism*, p. 59. Resterait à voir ici dans quelle mesure Clinton ou Blair auraient pu effectivement souhaiter se détacher de cette tradition et renoncer à un tel héritage. Dans le cas de Blair, et pour ce qui nous concerne, la formulation de D. Harvey laisse planer un doute certainement inutile (et ce, indépendamment des dispositions plus favorables aux syndicats que les travaillistes ont, dans tous les cas de figure, vocation à adopter pour des raisons financières et électorales évidentes).

[60] Owen Jones, avec beaucoup de succès, a récemment enquêté sur cette disparition de ce complexe de termes (monde/classe/communauté/labeur), en termes de disqualification symbolique dans le champ médiatique et politique et à partir de l'expérience 'fondatrice' (si l'on peut dire) de la liquidation du secteur charbonnier. Owen Jones, *Chavs : The Demonization of the Working Class*, London: Verso, 2011 (2012 pour la nouvelle préface). Et tout un cinéma en a déjà par ailleurs produit la mémoire.

[61] John Denham, *Tackling Inequality : a Statement on Race*, London : Communities and Local Government Publications, 2010,

[62] On doit renoncer par avance ici à clarifier la ressemblance très incertaine entre « community » et « communauté ». Disons succinctement que « community » a plutôt à voir avec les notions de « quartier » ou de « territoire » dans leurs acceptions plus récentes en français.

[63] John Denham, *Tackling Inequality*, p. 12-10.

[64] « New race agenda : all aboard ? », *Labour Research*, April, 2010, p. 10.

[65] Nic Jones, ed., published by Nic Jones, 2011.

[66] Ce recueil à compte d'auteur est paru à l'occasion d'une réunion de ce groupe d'anciens journalistes spécialisés dans les questions sociales.

[67] *Ibid.*, p. 13 et 16.

[68] L'écho important de *The People* de Selina Todd en est un autre signal possible.